

## 20210903 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/34809/la-pologne-decrete-letat-durgence-dans-ses-regions-frontalieres-avec-la-bielorussie>

### Actualités



Des migrants bloqués à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, fin août 2021. Crédit : Picture alliance

## La Pologne décrète l'état d'urgence dans ses régions frontalières avec la Biélorussie

Par [La rédaction](#) Publié le : 03/09/2021

Cet état d'urgence couvre 183 localités des régions frontalières de Podlasie et de Lublin, en Pologne. Il donne aux autorités des pouvoirs étendus pour surveiller la zone : interdiction de manifestations dans une bande de territoire de trois kilomètres le long de la frontière, et accès interdit aux médias.

Le président polonais Andrzej Duda a signé jeudi 2 septembre un décret sur l'introduction de l'état d'urgence pendant 30 jours à la frontière avec la Biélorussie, dans les régions de Podlasie et Lublin, de crainte d'un flux massif de migrants, a indiqué son porte-parole.

Plusieurs milliers de migrants, pour la plupart originaires du Moyen-Orient, ont franchi la frontière entre le pays dirigé par l'autocrate Loukachenko et l'Union européenne (UE), en Lituanie, en Lettonie et en Pologne ces derniers mois. Depuis des semaines, l'UE soupçonne une forme de représailles du régime biélorusse face aux sanctions européennes.

>> **À (re)lire** : [Frontière Biélorussie-Pologne : Varsovie refuse d'envoyer de l'aide aux migrants bloqués](#)

### "Nous prenons de telles décisions pour assurer la sécurité"

"La situation à la frontière est difficile et dangereuse [...] Nous devons prendre de telles décisions et assurer la sécurité de la Pologne et de l'UE", a déclaré le porte-parole du président, Blazej Spychalski. Selon le gouvernement conservateur, cet état d'urgence est destiné à diminuer la tension à la frontière biélorusse longue de 418 kilomètres. Il devrait durer 30 jours, [selon le Courrier d'Europe centrale](#).

Il s'agit du premier état d'urgence en Pologne depuis la chute du communisme en 1989.

Varsovie affirme que le régime de Minsk a, en l'espace de quelques semaines, fait venir sur son territoire environ 10 000 Irakiens pour les diriger ensuite vers la Pologne, la Lituanie et la Lettonie.

Actuellement, une trentaine de migrants, [des Afghans, sont coincés depuis plus de 20 jours dans un campement de fortune](#) à la frontière, près du village de Usnarz Gorny, mais la Pologne refuse de les laisser entrer sur son territoire. Ils sont surveillés de près d'une part par les garde-frontières biélorusses et de l'autre par les forces polonaises.

Récemment, Varsovie a dépêché sur la frontière 2 000 soldats et a commencé la construction d'une clôture en barbelés pour la protéger contre la migration illégale.

### **Manifestations interdites, presse interdite d'accès**

Selon le décret signé par le président et qui entre en vigueur jeudi à minuit, dans 183 localités de la zone frontalière, l'accès des médias à la zone concernée sera formellement interdit et celui des personnes autres que les riverains fortement limité.

Les manifestations sont également interdites dans la zone concernée, une bande de territoire large d'environ trois kilomètres le long de la frontière. Toute personne y séjournant doit être munie d'une pièce d'identité. Le port d'armes est interdit.

La section polonaise du Press Club a aussitôt protesté contre "la privation de l'opinion publique d'informations provenant de sources indépendantes", dans un communiqué. L'opposition accuse le parti populiste au pouvoir Droit et Justice (PiS) d'utiliser la question des migrations comme un moyen de remonter dans les sondages.

Le Président dispose désormais de 48 heures pour soumettre le décret au Parlement qui a le droit de le révoquer. Le Parlement doit se réunir lundi.